



Afrique	<a href="#">GUINÉE • L'espoir vient maintenant des urnes</a>	2010.06.29
Afrique	<a href="#">Présidentielle au Togo, en Guinée Equatoriale, Guinée Conakry ...</a>	2010.06.28
Asie	<a href="#">KIRGHIZISTAN • Première étape vers une République parlementaire</a>	2010.06.29
Agriculture	<a href="#">Plaidoyer en faveur « des états généraux de l'agriculture et de l'alimentation »</a>	2010.06.18
Coopération	<a href="#">Aide de la BID au Togo</a>	2010.06.28
Coopération	<a href="#">Réunion annuelle du conseil d'administration de la BID du gouverneur commence à Bakou</a>	2010.06.23
Economie	<a href="#">Infrastructures L'illustration de la médiocrité du gouvernement HOUNGBO</a>	2010.06.27
Economie	<a href="#">Les banques face à une montagne de dettes à refinancer</a>	2010.06.29
Energie	<a href="#">Pénurie d'électricité Les populations de Sagbado, Yokoé, Wonyomé, Kohé... crient ras-le-bol</a>	2010.06.28
Libertés	<a href="#">Contestation hausse prix produits pétroliers Trente jeunes arrêtés déferés Prison civile Lomé</a>	2010.06.28
Libertés	<a href="#">Que dire du silence coupable des élites togolaises face persistance entraves droits libertés Togo</a>	2010.06.28
Matières Premières	<a href="#">Fronde contre la réglementation des marchés agricoles</a>	2010.06.29
Médias-Presse	<a href="#">Revue de la presse togolaise du 21 au 27 juin 2010</a>	2010.06.28
Politique	<a href="#">Togo de la popularité d'Agbéyomé Kodjo</a>	2010.06.28
Politique	<a href="#">Togo le prix du mépris Grèves, émeutes et répression</a>	2010.06.25
Sécurité	<a href="#">Drogue Togo près de 922 kg de drogues saisies en 2010 et détruites</a>	2010.06.28
Social	<a href="#">Togo le Conseil du dialogue social discute de la menace d'une grève générale</a>	2010.06.29
TIC	<a href="#">Permettre aux Etats membres d'avoir des données dans le secteur des TIC</a>	2010.06.28

## **Le Pays** Afrique GUINÉE • L'espoir vient maintenant des urnes

**Le premier scrutin libre et transparent depuis 1958 s'est déroulé dans le calme, le 27 juin. Le pays peut désormais tabler sur une stabilité politique garante de son développement économique.**

28.06.2010 | Séni Dabo | [Le Pays](#)



© AFP Des volontaires comptent les bulletins de vote à la fermeture des bureaux, Conakry, 27 juin 2010.

Le 27 juin 2010 est une date qui restera longtemps dans les annales de l'histoire du pays. Ce jour-là, près de 4,2 millions de Guinéens se sont rendus aux urnes pour choisir leur président parmi vingt-quatre candidats issus de la société civile, dont une femme. Le pays n'avait jusqu'à présent jamais véritablement connu d'élection libre depuis son indépendance, en 1958. Processus démocratique oblige, les citoyens guinéens avaient déjà voté, notamment sous l'ère Lansana Conté [président de la République de 1984 à 2008]. Mais celles-ci n'avaient jamais brillé par leur transparence. Grâce à la fraude orchestrée par ses partisans, le vainqueur étant toujours connu à l'avance. Cette mascarade avait même fini par enlever toute envie de voter à la plupart des citoyens.

La rupture avec ce passé peu glorieux s'est donc produite, le 27 juin, par le biais d'une élection. La preuve en est le fort taux de participation, qui témoigne d'un nouvel engouement pour le débat politique, mais aussi et surtout d'une soif de changement. Ce taux élevé de participation rappelle le vote pour le "non" au projet de communauté franco-africaine proposé par le général de Gaulle aux colonies françaises en 1958. Il s'agissait d'un "non" franc et massif qui avait ouvert la voie de l'indépendance à la Guinée. Le 27 juin 2010 n'a pas été seulement un jour d'élection présidentielle. Cela a aussi été un jour d'indépendance, un jour de rupture avec cinquante-deux années de misère morale et matérielle. Cette journée a aussi été un jour où le soleil des indépendances, comme l'avait écrit l'écrivain ivoirien Ahmadou Kourouma en 1968, s'est levé à nouveau.

En glissant leur bulletin dans l'urne, bon nombre d'électeurs ont pensé à des lendemains meilleurs, à une renaissance, bref à un nouveau départ à l'heure où de nombreux pays africains célèbrent les cinquante ans de leur indépendance. Le nouveau départ guinéen va consister à rattraper le temps perdu. Les nouvelles autorités devront s'y atteler dans les plus brefs délais. Cela ne devrait pas être impossible au regard de l'immense potentiel économique et humain du pays, qui, jusque-là, a mal ou pas du tout été exploité. Les nouvelles autorités ont un bel exemple dont elles pourraient s'inspirer pour repartir du bon pied : celui du Ghana. Avant d'être un pays cité aujourd'hui en exemple sur le plan politique et économique, le Ghana de Kwame Nkrumah, qui a pris son indépendance en mars 1957, a longtemps connu une instabilité chronique qui a plombé son développement. Mais, depuis les années 1990, il a retrouvé sa stabilité. Si le Ghana l'a fait, pourquoi la Guinée n'y parviendrait-elle pas ? Tout est question d'hommes, de gestion.

Sékouba Konaté, un militaire non intéressé par le pouvoir d'Etat, est entré dans l'histoire de son pays. Nommé en décembre 2009 président de la Guinée par intérim, il a succédé à Moussa Dadis Camara, grièvement blessé par son aide de camp lors d'une tentative d'assassinat, et a su poser les jalons du nouveau guinéen. Reste à espérer que les nouvelles autorités issues du scrutin du 27 juin sauront poursuivre cette œuvre gigantesque de salubrité publique initiée par ce valeureux centurion.

## @BIDI@N.NET. Afrique Présidentielle au Togo, en Guinée Equatoriale, Guinée Conakry ...

Lentement mais sûrement, la Côte d'Ivoire est en train de prendre la tête du peloton des pays où le processus démocratique s'essouffle ou n'existe pas du tout. La Guinée Conakry est depuis quelques jours, l'objet de toutes les attentions, aussi bien des Guinéens que de la communauté internationale. Tout le monde a les yeux rivés sur ce pays de Sékou Touré, qui renoue pour la toute première fois, depuis son indépendance avec des élections libres et démocratiques. Après des moments de balbutiements avec le capitaine Dadis Camara, le n°2 de la junte, le général Sékouba a remis le processus sur les rails. Les militaires, la classe politique et la société civile ont montré leur volonté de se soumettre au suffrage universel. « A cœur vaillant, rien d'impossible », dit la maxime. Ce dimanche 27 juin, les Guinéens, malgré quelques ratés dans l'organisation, sont allés fièrement accomplir leur devoir citoyen en votant. Montrant à la face du monde, la nécessité pour eux d'écrire une nouvelle page de l'histoire de ce pays aux énormes potentialités, mais, malheureusement, en retard dans son développement. La Guinée Equatoriale ne s'est pas soustraite aux exigences démocratiques. Le président Teodoro Obiang Nguema a encore rempli pour un autre mandat.

Quelques mois après, c'est le Togo qui mettait son exécutif à jour. Le président Faure Gnassingbé a été élu et a prêté serment. Au nombre des invités, se trouvait Laurent Gbagbo, chef de l'Etat de Côte d'Ivoire dont le mandat a pris fin officiellement en octobre 2005 mais dont le pays cherche désespérément le chemin des élections.

Par quel sentiment est-on habité lorsqu'on se trouve être parmi des pairs, le seul à avoir une légitimité douteuse ? Tout comme la Côte d'Ivoire, ces pays ont connu des convulsions mais n'empêche, ils n'ont pas freiné le processus démocratique. Pendant que le pays de Félix Houphouët Boigny tergiverse, autour de lui, tout bouge. Et l'exemple le plus patent aujourd'hui est le Ghana. Qui allie alternance politique et essor économique.

Plus loin, des pays comme le Soudan, l'Afghanistan et le Congo Kinshasa où la guerre fait ses effets, les élections se sont tenues. Dans le nôtre où le chef suprême des Armées a déclaré que « la guerre est bel et bien terminée », on multiplie les obstacles pour ne pas se soumettre au suffrage des urnes. Laurent Gbagbo, lui-même aime à le répéter : « maintenant on circule librement partout dans le pays ». Vêtu du manteau de chef de l'Etat, il a parcouru la zone centre-nord et ouest pour battre campagne. Son épouse, Simone Gbagbo, en a fait de même. Mieux, elle s'en est ouvertement prise aux ex-rebelles et surtout à leurs commandants. Aucun doigt ne s'est levé pour l'inquiéter quand bien même provocation, insultes et humiliation ont meublé ses propos. Les hommes de Guillaume Soro ont avalé la couleuvre. Aujourd'hui, cette zone est la partie du pays la plus prisée par la direction nationale de campagne de la minorité présidentielle. Elle y a presque pris ses quartiers. Gbagbo se disant « enfant des élections » refuse d'inscrire la Côte d'Ivoire, sur la liste des pays démocratiques et respectés. C'est un paradoxe.

**Coulibaly Brahim**

## Asie KIRGHIZISTAN • Première étape vers une République parlementaire

**Le référendum qui s'est déroulé, le 27 juin, a dégagé une forte majorité en faveur de la nouvelle Constitution. Les observateurs internationaux jugent les opérations de vote satisfaisantes, mais la Russie émet des doutes sur la viabilité du nouveau régime.**

28.06.2010 | Alda Engoian, Philippe Randrianarimanana | [Courrier international](#)



© AFP Des ouvrières agricoles votent dans le champ où elles travaillent, Archaly, 27 juin 2010.

Deux semaines après les affrontements meurtriers entre Kirghiz et Ouzbeks, et près de trois mois après le renversement du gouvernement de Kourmanbek Bakiev, le scrutin qui s'est déroulé, le 27 juin, a dégagé une majorité écrasante en faveur de la nouvelle Constitution proposée par le gouvernement provisoire. 91 % des suffrages exprimés y sont favorables. Ce texte devrait transformer le Kirghizistan en une république parlementaire. Rosa Otounbaeva, Premier ministre par intérim, est devenue présidente intérimaire jusqu'à l'élection présidentielle prévue en octobre 2011.

"Le peuple a mis un point final à l'époque de l'autoritarisme des clans familiaux d'Akaev-Bakiev [présidents renversés respectivement en 2005 et en 2010]", a-t-elle [déclaré](#) au journal russe *Kommersant*. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), chargée d'observer le référendum constitutionnel, a souligné le bon déroulement du vote, malgré les tensions dans le sud du pays. Elle a reconnu les résultats de la consultation en dépit de quelques irrégularités. Le dirigeant du parti d'opposition kirghiz Ata-Jourt Omourbek Souvanaliev n'est pas de cet avis. Sur le site d'information kirghiz [24.kg](#), il affirme que "le vote s'est déroulé avec des violations du règlement et des fraudes, et selon un scénario inspiré par le gouvernement provisoire. Les gens votaient sans papiers d'identité, certains plusieurs fois, d'autres sous la menace d'être privés d'aide humanitaire. Le vote n'a été ni transparent ni objectif." A Moscou, le président russe Dmitri Medvedev se montre sceptique quant à la viabilité d'un régime parlementaire au Kirghizistan. "C'est une affaire interne au Kirghizistan, mais la légitimité du pouvoir reste faible, a-t-il [confié](#) au quotidien moscovite *Izvestia*. Vu la situation actuelle, le pays pourrait même se désintégrer. Pour l'éviter, il faut un pouvoir fort, bien organisé et tenant compte de la volonté du peuple et des réalités historiques".

En attendant, la Russie a repoussé ses plans de construction d'une seconde base militaire au Kirghizistan en complément de celle de Kant, [annonce](#) *Kommersant*. Le projet avait été négocié avec le président déchu Bakiev. Mais la révolution d'avril et les violents affrontements dans cette région du Kirghizistan ont poussé Moscou à relancer les négociations avec les futures autorités élues, c'est-à-dire après les élections prévues à l'automne. La construction ne démarrerait pas avant 2011. Il s'agit d'un centre de formation militaire qui devait être réalisé dans le sud du pays confronté au trafic de drogues mais aussi à la menace de raids de combattants islamistes venus de l'Ouzbékistan voisin. Cette base serait sous la juridiction des Forces collectives de réaction opérationnelle de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) qui réunit plusieurs ex-républiques soviétiques aux côtés de Moscou. De leur côté, les Etats-Unis renforcent leur présence dans la région, souligne le journal moscovite. Ils disposent toujours d'une base à Manas rebaptisée Centre de transport en transit au Kirghizistan et ont annoncé l'investissement de 10 millions de dollars [8,1 millions d'euros] dans la construction au Tadjikistan d'un Centre national d'entraînement des forces armées en 2011.



## Agriculture Plaidoyer en faveur « des états généraux de l'agriculture et de l'alimentation »

En novembre 2008, le Conseil économique et social (CES) a lancé un appel en faveur de l'organisation des états-généraux de l'agriculture. La Confédération Paysanne du Faso (CPF) ne cesse de réclamer une politique d'orientation agricole. Pourtant, il ne se passe rien. Bientôt, nous aurons des élections présidentielles au Burkina Faso. Pourquoi ne pas en profiter pour interpeller les candidats et leur demander de s'engager à organiser, dans l'année qui suivra ces élections, « les états généraux de l'agriculture et de l'alimentation ».



Oui, je propose « des états généraux de l'agriculture et de l'alimentation », et pas seulement de l'agriculture. Et cela pour plusieurs raisons. Principalement, parce que le lien entre l'agriculture et l'alimentation est essentiel. En ce sens, plusieurs Etats modernes ont des « Ministères de l'agriculture et de l'alimentation » (Allemagne, Québec). Mais aussi parce qu'avec l'avènement des agro carburants, et la place envahissante du jatropha dans notre pays et ceux de la CEDEAO (Communauté Economique des états de l'Afrique de l'Ouest), il est temps de lancer un débat national (voire régional) sur les objectifs prioritaires de notre agriculture.

Voulons-nous assurer notre sécurité alimentaire ou remplir le réservoir des véhicules 4x4 des plus riches de notre population, ou encore transformer les paysans burkinabè en ouvriers agricoles pour les sociétés industrialisées du Nord ?

Ce n'est pas tout. On peut comprendre la Confédération Paysanne qui réclame une loi d'orientation agricole. Mais ce faisant, les paysans du Burkina risquent de se retrouver seuls face aux politiques, qui vivent en ville, et qui ont toujours eu pour politique, un seul objectif : « nourrir la ville aux moindres coûts » (et maintenir des bas salaires pour les ouvriers et les employés) même si pour cela il faut laisser tous les déchets de la planète nous envahir.



Même si en laissant le double concentré de tomate chinois (de marques italiennes) inonder les rayons de nos boutiques d'alimentation, et nous condamner à ne jamais transformer nous-mêmes nos tomates et à fermer nos usines qu'elles s'appellent Savana ou autrement.

Des « états généraux de l'agriculture et de l'alimentation » pourraient rapprocher les populations urbaines et rurales. Il serait possible de lancer un grand débat national sur notre alimentation. Qui n'est pas intéressé par ce qu'il mange ? Qui est sûr que les citoyens préfèrent les produits importés ? Qui ne souhaite pas une véritable solidarité entre les villes et les campagnes ? Qui ne désire pas voir naître une véritable industrie de transformation alimentaire au Burkina et dans toute l'Afrique de l'Ouest ?

Cela est tout à fait possible. L'Afrique de l'Ouest a tout ce qu'il faut pour devenir une grande région

agricole (des terres, du soleil et de l'eau !) et donc pour se nourrir elle-même et offrir au monde ses spécialités.

Seulement, pour que cela soit possible il faut, comme l'ont fait et le font encore les grandes puissances économiques (comme l'Union Européenne ou les Etats-Unis) se protéger par des taxes à l'importation.

« L'effet spectaculaire de la protection exercée sur une production agricole ressort bien si on établit une comparaison entre le Kenya et l'UEMOA : le droit de douane sur la poudre de lait est passé dans le premier de 25 % en 1999 à 35 % en 2002 et à 60 % depuis 2004, alors qu'il est resté à 5 % dans le second. Le Kenya est un exportateur net croissant de produits laitiers, avec une consommation intérieure de cent douze litres par personne ; à l'inverse, les importations en équivalent lait représentent 64 % de la production de lait de l'Afrique de l'Ouest, et la consommation par personne n'y atteint que trente-cinq litres.

Ces faits militent en faveur d'une réorganisation de toutes les politiques agricoles, au niveau national, sur le principe de la souveraineté alimentaire : il appartiendrait à chaque pays (ou groupe de pays) de définir sa politique agricole et alimentaire comme il l'entend, dès lors qu'il ne cause pas de tort au reste du monde en utilisant le dumping — et on doit englober dans cette pratique les aides internes indirectes comme les subventions attribuées pour l'alimentation du bétail. » ([Jacques Berthelot, Le Monde Diplomatique, novembre 2009](#) )



Les burkinabè n'ont pas oublié Thomas Sankara quand il disait :

« Consommons ce que nous produisons,  
produisons ce que nous consommons ! »

C'est bien ce que disaient déjà les anciens :

« Bi-yam n daada a ma samsa »

L'enfant intelligent achète le beignet de sa maman !

Koudougou, le vendredi 18 juin

**Maurice Oudet**

**Président du SEDELAN**

P-S : Merci aux lecteurs qui connaîtraient des proverbes similaires (notamment en jula) de nous les transmettre.

**TOGO**  
République togolaise

## Coopération Aide de la BID au Togo



Le 28 juin 2010 - Le Conseil exécutif de la Banque islamique de développement (BID) a approuvé mardi à Bakou (Azerbaïdjan) une aide de 241,4 millions de dollars en faveur de projets dans plusieurs pays membres, dont le Togo.

La Banque n'a pas révélé le montant octroyé à Lomé, ni la nature du projet.

Des détails qui seront sans doute connus mercredi à l'ouverture de la 35e conférence annuelle des membres de la Banque islamique de développement à laquelle assiste le ministre togolais de l'Économie et des Finances, Adji OTTEH AYASSOR.

Le Togo est membre de la BID depuis 1999 même si la majorité de la population n'est pas musulmane.

Le montant total des prêts et subvention accordés par cette Banque depuis onze ans est estimé à 65 milliards de FCFA et concernent aussi bien les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique villageoise que ceux d'infrastructures urbaines et rurales.

**Le Carrefour**  
www.LeCarrefour.fr JOURNAL FRANCOPHONE D'AZERBAÏDJAN

## Coopération Réunion annuelle du conseil d'administration de la BID du gouverneur commence à Bakou



23 Juin, 2010

**La 35e réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque islamique de développement a débuté aujourd'hui, à Bakou. Président de l'Azerbaïdjan Ilham Aliyev préside la réunion.**

Azerbaïdjan – Le ministre du Développement économique Mustafayev SHAHIN a parlé de l'index économique de l'Azerbaïdjan. Selon lui, 1800 écoles ont été construites en Azerbaïdjan au cours des dernières années. Les budgets de l'État ont augmenté de 7 fois, les revenus de la population est de 6,7 fois. 840 000 places de travail ont été lancées au cours des derniers cinq ans.

Président de la BID, Ahmed Mohamed Ali a parlé au sujet du développement urbain en Azerbaïdjan. Selon lui, la crise mondiale économique n'a pas eu d'impact sur l'économie de l'Azerbaïdjan.

Il a noté que ALOS, Banque islamique de développement ne nie pas son aide à l'Azerbaïdjan. « Nous savons que, territoire azerbaïdjanais est occupé. Nous voulons des terres Azerbaïdjan va être libéré et de résolutions de l'ONU ont été remplies. »

APA


**Economie Infrastructures L'illustration de la médiocrité du gouvernement HOUNGBO**


Embouteillage sur la nationale no 2

Publié le 27 juin 2010 par sylviocombey - L'un des grands piliers de l'économie d'un pays est l'infrastructure tant routière qu'aérien. Au Togo, c'est un secret de polichinelle, les bons réseaux routiers sont à compter au bout des doigts. Le gouvernement a reconnu ces infrastructures être insuffisantes, inadaptées, ou encore déficientes, et dit vouloir appliquer un plan Marshall avec une attention particulière et soutenue.

Dans son discours-programme devant la représentation nationale le 04 juin dernier, le Premier Ministre Gilbert Fossoun Hougbo a mis en bonne place, le Port Autonome de Lomé (PAL), le seul de la sous-région en eau profonde. Les ambitions pour ce poumon de l'économie sont louables, « augmenter la capacité d'accueil des gros navires, faire du PAL un point de transbordement pour la sous-région et améliorer l'efficacité de la gestion du port ». Le gouvernement prévoit réaliser des travaux d'extension des infrastructures portuaires, notamment la construction d'un 3ème quai et d'une nouvelle darse. Toutes ces actions sous-tendent que le trafic routier aux abords du PAL sera dense. Mais jusqu'alors, le constat est très amer avec les voies d'accès qui sont dans un état assez déplorable. En cette saison de grandes précipitations, de grands embouteillages s'érigent aux abords du site surtout aux heures de pointe. Le trafic n'est pas décongestionné rallongeant de facto, les trajets. Les grands argentiers y voient de mauvais signes pour la relance de l'économie. Et pourtant, l'équipe gouvernementale annonce porter le trafic portuaire actuel, qu'elle situe actuellement à 350.000 conteneurs, à 1.200.000 à partir de 2012 pour disent-ils, permettre de contribuer davantage au développement du pays. « Le gouvernement nourrit l'ambition de réaliser une autoroute et/ou une nouvelle ligne de chemin de fer qui reliera le Port Autonome de Lomé à la frontière avec le Burkina Faso pour desservir le Burkina Faso, le Mali, et le Niger et favoriser ainsi une fluidité des échanges commerciaux entre le Togo et les pays de l'hinterland », dixit Gilbert Fossoun Hougbo. « C'est de la chimère », répond un étudiant en sociologie à l'université de Lomé. Pour lui, il serait beaucoup plus circonspect si le Premier Ministre parlait au prime abord de la réhabilitation du réseau ferré qui, il faut le dire, sont dans un état de décrépitude avancé.

Il y a de cela 19 mois, alors qu'il se prêtait au même rituel à l'Assemblée nationale, le Premier Ministre avait annoncé une véritable révolution dans les infrastructures routières mais, la réalité a été toute autre en fin de mandat, le locataire de la primature a plutôt mené une révolution latérite. L'autre réalité est que le génie militaire a été déployé pour replâtrer les routes, à cause, nous disait-on, de leur grande expertise en la matière mais, les trous sont plus que béantes sur les routes. « Au Togo, il faut choisir ses trous », lancent, avec ironie, les conducteurs de taxis motos, très souvent.

Cela démontre à suffisance que le gouvernement a raté le coche en matière d'infrastructures et que les populations n'arrivent plus à leur accorder le bénéfice du doute, même si pour cette fois-ci, on prévoit la mise en place d'un bureau national de contrôle des Travaux Publics. Depuis 2009, il est annoncé, tambour battant, des travaux d'extension et de modernisation de l'Aéroport International de Gnassingbé Eyadéma, pour en faire un véritable hub pour toute l'Afrique de l'Ouest. Des arguments qui ont milité pour que la compagnie communautaire Asky signe un accord de siège avec l'Etat togolais. Jusqu'alors, rien ne semble poindre à l'horizon et il est annoncé la création d'un nouvel aéroport moderne de classe internationale. D'un autre côté, le Togo continue de raser le mur en matière de télécommunications. Les frais de téléphonie mobiles toujours dans les plus élevés de la sous-région. Et, le débit de connexion pour les Technologies de l'Information et de la Communication roule à pas de tortue. Et pourtant on les classe dans les leviers économiques du pays.

## LE TEMPS Economie Les banques face à une montagne de dettes à refinancer

[Eric Albert](#) mardi 29 juin 2010

Un rapport de la Banque d'Angleterre avertit que les banques mondiales, et particulièrement européennes, doivent refinancer 5000 milliards de dollars d'ici à trois ans

La Banque d'Angleterre tire la sonnette d'alarme sur les énormes besoins de refinancement des banques européennes dans les trois années à venir. Son étude semestrielle sur le secteur financier indique que les grandes banques mondiales ont 5000 milliards de dollars de dette qui doivent être remboursés ou refinancés dans les trois années à venir. Si les banques britanniques sont celles pour qui le problème est le plus aigu, celles de France, d'Italie et d'Allemagne sont aussi mises en avant par le rapport.

Celui-ci est particulièrement détaillé pour les banques britanniques, qui devront repayer entre 750 et 800 milliards de livres (910-970 milliards d'euros) d'ici à fin 2012. «Cela nécessiterait de lever 25 milliards de livres par mois pendant les deux prochaines années et demie. C'est nettement plus que les 12 milliards par mois en moyenne depuis le début de l'année», souligne le rapport.

Si les banques britanniques doivent donc doubler leur refinancement, les banques allemandes doivent les augmenter de 50% en 2011, selon le rapport. Quant aux banques françaises, elles doivent émettre sur les marchés les mêmes montants qu'entre 2005 et 2007, avant la crise.

La Banque d'Angleterre ajoute que se financer sur les marchés sera d'autant plus difficile que toutes les banques vont le faire en même temps. De plus, la tâche est compliquée par la crise de la zone euro. Celle-ci, provoquant une panique sur la dette souveraine, a pratiquement arrêté l'activité du marché des obligations d'entreprise. «Les conditions de financement se sont détériorées significativement», estime le rapport.

La Banque d'Angleterre continue d'enfoncer le clou en estimant que les banques britanniques ne peuvent pas non plus compter sur une augmentation des dépôts de leurs clients pour se financer. Du moins, elles ne peuvent pas toutes le faire en même temps, même si les Britanniques se mettent à épargner plus (donc à conserver plus d'argent dans les banques). «Il y a un risque que les banques britanniques comptent collectivement sur une croissance forte des dépôts.»

Le rapport n'en conclut pas que le refinancement ne sera pas faisable, mais qu'il risque d'être très coûteux, réduisant d'autant les marges des banques, déjà mises à mal par la crise. C'est particulièrement vrai si la crise de l'euro continue: «Par le passé, le coût de la dette des banques augmentait de 80 points de base pour une hausse de 100 points de base du rendement des obligations d'Etat.»

La conclusion? Pour Vicky Redwood, économiste à Capital Economics, cela signifie que les banques britanniques ne vont pas augmenter leurs prêts aux entreprises et aux consommateurs, limitant d'autant la reprise économique outre-Manche. «Le plan de rigueur est la principale menace qui pèse sur l'économie britannique, mais les problèmes non résolus du secteur bancaire sont juste derrière.»



## **Energie Pénurie d'électricité Les populations de Sagbado, Yokoé, Wonyomé, Kohé... crient ras-le-bol**

28/06/2010 - **Le développement et l'élargissement d'une ville passe aussi par la distribution de l'électricité dans tous les quartiers. Au Togo, pour avoir de l'électricité, il faut faire des pieds et des mains et attendre des mois avant l'arrivée de la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET). Cette situation rend furieuses les populations de Yokoé, Wonyomé Sagbado, Kohé et autres.**

Nous sommes à Yokoé, un quartier situé un peu au nord-ouest d'Adidogomé et frontalier avec le Ghana voisin. Les habitants de cette localité sont en colère face à ce retard ou à ce refus des responsables de la CEET à laisser à leur portée l'électricité.

Pour certains, ils ont un poteau électrique devant leur portail depuis plusieurs mois mais le branchement tarde malgré les nombreuses démarches effectuées. « Regardez devant ma devanture, il y a un poteau. J'ai fait les démarches pour le branchement. Ils sont venus visiter le milieu et mesurer l'emplacement du compteur. Mais ça fera bientôt quatre mois que la CEET ne vient pas faire le branchement. Mes amis m'ont dit que c'est parce que mon dossier n'est pas solide que les responsables de la CEET traînent. Allez-y vous-même comprendre », a avoué M. Hervé, un fonctionnaire à Yokoé. Pour d'autres, c'est maintenant qu'il faut faire des démarches pour avoir les poteaux électriques. Monsieur Beugard à Kohé parle de son calvaire : « Il faut quatre poteaux pour faire venir l'électricité dans notre allée. Nous nous sommes constitués et nous avons envoyé les dossiers à la CEET plus les plans de nos maisons. Depuis trois mois, nous ne voyons ni poteaux ni électricité ». « La CEET nous a finalement dit qu'elle n'a plus de poteaux disponibles. C'est déplorable. Quand il sonne 18 heures ici, vous vous croiriez en pleine nuit. C'est dommage pour le Togo après 50 ans d'indépendance », s'est-il plaint. Ceci étant, pour pallier ce déficit électrique, les populations des quartiers cités plus haut se servent des fils téléphoniques communément appelés « les fils d'araignées » pour faire elles-mêmes leur branchement. Ce branchement illicite est un véritable danger public en cas d'électrocution surtout en cette saison pluvieuse. « Comme les responsables de la CEET se soucient peu de nous, nous sommes obligés d'utiliser nos propres moyens. Nous faisons ici nos branchements par voie souterraine avec les fils téléphoniques que vous voyez en haut. Regardez comment ces fils sont entremêlés. C'est dangereux mais nous faisons avec », a confié M. Kodjo, à Sagbado. Toutes les populations de Yokoé, Wonyomé, Sagbado, Kohé et autres sont confrontés à cette pénurie d'électricité. Des dysfonctionnements qui sont dûs à la nonchalance de la CEET dans la distribution du courant électrique. Le ministre de l'Energie et des Mines, Damipi Noupokou est interpellé et doit mettre les moyens suffisants à la disposition de la CEET en vue de lui faciliter la distribution du courant électrique. Ceci permettra aux riverains de ne plus utiliser d'une manière sauvage les fils téléphoniques et éviter les conséquences désagréables qui en découlent.

**Godwin A**  
**Le correcteur**



## **Libertés Contestation hausse prix produits pétroliers Trente jeunes arrêtés déferés Prison civile Lomé**

28/06/2010 - De l'avis de plusieurs observateurs, ces arrestations constituent de graves violations de droit à la manifestation des citoyens. Il s'agit en définitive d'un nouveau coup de force du pouvoir de Faure Gnassingbé qui montre son incapacité à gérer les mouvements sociaux. Le droit à la manifestation ayant été garanti par la Constitution, traquer des honnêtes citoyens parce qu'ils contestent la décision suicidaire du gouvernement d'augmenter de presque 20 % le prix des produits pétroliers au moment où la population est sous le choc des dégâts causés par les pluies diluviennes, montre à suffisance les tares du gouvernement actuel à gérer le pays.

Ailleurs, quand les populations manifestent, on cherche à les écouter et si possible à discuter avec elles. Malheureusement au Togo, tout manifestant est considéré comme un émissaire de l'opposition et donc un ennemi qu'il faut éliminer par tous les moyens. Et les forces de l'ordre et de sécurité sont là pour ces sales besognes. La nouvelle trouvaille est l'envoi des éléments du Service de Renseignement Intérieur (SRI) en tenue civile, armes au poing sur les lieux des manifestations. Ces derniers qui sont difficilement identifiables se battent avec les manifestants et ceux qu'ils arrivent à traquer sont embarqués manu militari pour des destinations inconnues où ils sont violentés d'après les témoignages de certains rescapés. Ce n'est qu'après qu'on les envoie à la prison. Cet état de chose est à la base de la dégradation avancée des relations entre la Police, la Gendarmerie, l'Armée et la population. Et ce n'est qu'au Togo que ce constat amer est toujours d'actualité.

Vu la gestion qui est fait des mouvements de contestations, beaucoup pensent finalement que le gouvernement, tout en prenant la décision d'augmenter les prix des produits pétroliers s'est préparé à la riposte éventuelle qui pourrait venir de la population. A peine les transporteurs sont-ils sortis le matin du mardi 22 juin que la Police et la Gendarmerie ont commencé à lancer des grenades lacrymogènes en direction des manifestants. D'autres n'ont pas hésité à tirer à balles réelles sur la foule faisant des pertes en vies humaines. C'est la vraie cause des affrontements qui ont lieu à Lomé mardi et mercredi. Il n'y aurait pas eu de jets de grenades lacrymogènes que les populations ne manifesteraient pas aussi violemment. Donc arrêter les jeunes et les déferer pour avoir manifesté est purement et simplement un coup de force. La réconciliation ne sera jamais une réalité au Togo tant que Faure et sa suite continueront de poser des actes de ce genre.

Le pire, c'est le silence de Gilchrist Olympio qui, il y a seulement quelques jours déclarait qu'il a envoyé ses amis au gouvernement pour alléger la souffrance des Togolais. Qu'est-ce que la ministre des Droits de l'Homme que Gilchrist a envoyé au gouvernement a pu faire pour empêcher que la trentaine de jeunes arrêtés soit arbitrairement envoyée en prison ? C'est encore une autre preuve que l'ex-leader de l'UFC en prenant la décision de collaborer avec le RPT visait autre chose que l'intérêt du peuple.

Maintenant qu'un collectif d'avocats dont Zeus Ajavon du CACIT et Kpande Adjare de la LTDH, se sont constitués pour défendre ces jeunes, il importe que toutes les associations de défense des Droits de l'Homme, les syndicats des transporteurs et des travailleurs se joignent à eux pour obtenir la libération de ces trente citoyens.

**Olivier GLAKPE**  
**Le correcteur**

HOMMAGE

Plaidoyer  
du CACIT  
contre l'impunité au Togo



## **Libertés Que dire du silence coupable des élites togolaises face persistance entraves droits libertés Togo**

### ***Entraves aux droits et libertés au Togo***

Lundi 28 juin 2010 1 28 /06 /2010 09:58 - par **Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo (CACIT), le 23 juin 2010, publié sur ufctogo.com**

**« ... Si vous entrez dans l'univers des significations, il n'y a plus rien à faire pour en sortir ... » disait Jean Paul Sartre.**

La situation sociopolitique togolaise préoccupe tous les Togolais sans distinction aucune. Toutes les catégories socioprofessionnelles y accordent un certain intérêt. Les défenseurs des droits de l'homme s'activent plus pour extirper le pays du gouffre dans lequel il s'est enlisé depuis des décennies. Ils sont sans relâche en situation, leur implication dans la défense des droits de l'homme a permis de limiter un tant soit peu les abus du pouvoir des autorités et d'affranchir des griffes des bourreaux quelques jeunes et militants de l'opposition arrêtés de façon arbitraire pendant les manifestations qui ont suivi la proclamation des résultats issus du scrutin présidentiel du 04 Mars 2010. Même si leurs cris ne sont pas souvent écoutés ils continuent sans répit à manifester leur indignation face aux « dérives politiques ». Les médias, quant à eux, bien que bipolarisés, apportent leur pierre à la construction du « grand édifice de démocratie » que le Togo rêve de construire avec ou sans la participation de certaines personnalités de l'opposition. De toutes les façons, tout le monde, hormis l'intelligentsia togolaise, se prononce sur la situation politique inquiétante au Togo et joue pleinement sa partition. Pourquoi ce silence de la part des universitaires ? A défaut de parler pourquoi ne peuvent-ils pas écrire des lignes pour empêcher les violations des droits d'une manière générale et des droits de l'homme en particulier ?

En temps de crise, les yeux de la société que sont les universitaires ont une grande responsabilité à assumer, leur tête et leur main doivent être mises au service des autres. Leur mission est d'être un guide qui doit constamment éclairer le peuple et lui montrer la voie à suivre. Mais les intellectuels des deux universités du Togo n'ont, semble-t-il, rien à dire en ces temps cruciaux. Il est évident que nombreux d'entre eux ont beaucoup à dire mais la peur de se retrouver derrière les barreaux les a plongés dans une totale léthargie. Quelle différence entre vivre à genoux et vivre dans les grilles pour avoir dit la vérité ? Les quelques courageux qui lèvent la tête pour lancer à la volée quelques mots n'ont pas suffisamment d'énergie pour continuer à dire non aux bavures des politiques qui partagent le quotidien du Togolais.

Cette indifférence n'est pas le fait d'un hasard. Le système politique mis en place au Togo a consisté à affamer le peuple en payant un salaire de misère aux universitaires les obligeant indirectement à demander de l'aumône aux dirigeants. Soit l'on épouse les principes du système et l'on se couche dans un lit doré ou soit l'on s'inscrit en faux non contre les gouvernants mais leurs politiques et l'on est perçu comme un mauvais esprit à écarter. Toute tentative de contestation ou plutôt de revendication pour l'amélioration des conditions de vie des étudiants et des enseignants équivaut à un licenciement pur et simple. Un autre aspect plus surprenant est que de mauvais grains sont parsemés un peu partout dans le champ des étudiants et du corps enseignant, ce qui compromet tout effort de réclamation. Au total les droits de l'homme sont quotidiennement violés partout au Togo sous le regard ahuri des éclaireurs animés d'un mutisme inouï.

Ce silence devient en lui-même significatif et pourrait de ce fait être assimilé à une complicité voire une compromission.

Certes le chemin va être très long mais le droit triomphera puisque c'est à tous les Togolais que revient la responsabilité de défendre les droits de l'homme et de préserver la dignité humaine. Il faut dans la mesure du possible transcender sa peur pour faire face à la dure réalité togolaise. Rien ne peut faire sombrer le courage d'un vrai combattant. Il ne faut jamais croire que la lutte d'AGBOBLI Kokouvi Atsutsè, politologue, historien et opposant intransigeant du régime en place, « assassiné » nuitamment (selon certains responsables politiques de l'opposition parce qu'il n'avait jamais eu sa langue dans la poche), le 15 Août 2008, a été une vaine lutte. Il a su, par son engagement, marquer positivement son temps et le peuple togolais lui en serait à jamais reconnaissant.

Cet article est un cri de détresse lancé à tout intellectuel qui veut bien l'entendre et qui veut apporter un plus à la défense des droits de l'homme. Il est grand temps que les universitaires, surtout ceux qui connaissent le droit et/ou la politique, dépassent « le droit ou la politique des amphes » pour se mobiliser et changer le cours de l'histoire togolaise. Rien ne sert aussi de s'égosiller dans les salles de conférence, il faut sortir de l'université et parler au peuple puisque votre bouche sera celle de ceux qui s'affaissent au cachot du désespoir. Finis les colloques des rhéteurs et des théoriciens en droit ou en politique, organisés le plus souvent avec des moyens colossaux ! Le peuple est meurtri, son droit est violé, les mains de sa liberté sont liées. Il a urgemment besoin de vous pour retrouver ses droits et libertés fondamentaux. La dignité humaine est sacrée et à ce titre est inviolable et non négociable. Quels que soient les obstacles qui se dresseront devant les porteurs de flambeau, l'on croit que, de façon diplomatique, ils sauront comment s'y prendre. Mais au cas contraire leurs hautes études n'auront servi à rien. Mais il n'est jamais trop tard tout le monde peut encore se rattraper. A vos stylos, prêts, partez !

**HOUNKPATI K. Brice**

© Copyright Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo (CACIT) - [Visiter le site](#)

Tout article publié en Tribune Libre exprime une opinion qui n'engage que son auteur. L'UFC n'endosse pas la responsabilité du contenu d'un article qu'elle publie.

## LE TEMPS **Matières Premières Fronde contre la réglementation des marchés agricoles**

[Pierre-Alexandre Sallier](#) mardi 29 juin 2010



Une exploitation agricole aux Etats-Unis. Début 2008, les cours agricoles avaient explosé. Washington tente d'encadrer ces marchés, en dépit du lobbying des milieux financiers et de certains industriels. ((AP)

### **Une étude de l'OCDE démontre que les fonds dit indiciels n'ont pas provoqué la bulle de 2008. Le débat est relancé alors que Washington veut limiter les activités des banques**

«L'activité croissante des fonds d'investissement entre 2006 et 2008 n'a pas causé de bulle sur les marchés à terme des matières premières.» Enoncé par l'Américain Scott Irwin – figure de proue de l'économie agricole –, ce constat sans appel semble faire voler en éclats les suspicions ayant entouré ces marchés il y a deux ans. Publiée jeudi dernier sous l'égide de l'OCDE, l'étude de ce spécialiste de l'Université de l'Illinois et de son collègue Dwight Sanders déboule également avec fracas dans le débat visant à limiter l'influence des institutions financières sur les marchés alimentaires.

Un débat d'une actualité brûlante alors que, vendredi dernier, sénateurs et représentants américains se sont entendus sur les deux mille pages du plus important tour de vis réglementaire imposé à Wall Street depuis les années trente. Attendant le vote du Congrès, ce projet de loi vise notamment le rôle des grandes banques sur les marchés des produits de base. Et pourrait les forcer à se séparer de certaines de leurs activités de «trading» sur les hydrocarbures, les grains ou les minerais.

Retour en 2008. Déclenchant des émeutes de la faim dans plusieurs métropoles du Sud, l'envolée des cours agricoles avait attiré l'attention sur l'activité financière sur ces marchés. En particulier sur un type précis d'intervenant : les véhicules dits indiciels, par le biais desquels les institutions financières – mais aussi les simples épargnants ou les futurs retraités – achètent des produits de base afin de profiter de leur appréciation. Des véhicules dont les achats sont orchestrés par les banques d'affaires, via des opérations de gré à gré échappant à tout contrôle.

A l'issue de son long travail statistique, Scott Irwin conclut pourtant que ces fonds indiciels «n'ont pas causé de bulle sur les marchés à terme». Pour lui, «contrairement à la vision populaire [...] certains éléments laissent à penser que [leur] activité accrue a réduit la volatilité de ces marchés». L'envolée des cours de 2008 refléterait donc des facteurs bien réels : crainte de récoltes trop faibles, de pénurie face aux besoins accrus de biocarburants.

L'argument massue de cette étude? Au fil du temps, l'influence de ces achats spéculatifs s'est certes accrue. Mais l'activité des «industriels» utilisant ces mêmes marchés à terme pour vendre leurs grains – céréaliers, grands négociants – a également redoublé. En proportion, la spéculation n'aurait donc pas explosé. «L'argument est imparable», admet Tancrede Voituriez, chercheur au sein du CIRAD, centre français de coopération agronomique. **Avant de rappeler néanmoins que c'est précisément l'afflux d'acheteurs financiers «qui a créé un risque pour ces vendeurs industriels, qui, craignant que les cours plongent, ont multiplié les ventes à terme». En clair, les fonds n'ont pas directement fait exploser les cours. Mais ils ont mis en effervescence l'ensemble des marchés, permettant à tout élément inattendu – comme une prévision de récolte décevante – de mettre le feu aux prix.**

Concluant que les spéculateurs sont «un bouc émissaire» et que les réglementations envisagées «ne régleront en rien le problème supposé des prix élevés», l'étude de Scott Irwin vient apporter de l'eau au moulin des opposants à une limitation de l'activité financière sur les produits de base. BUNGE, le géant mondial des huiles végétales, a rappelé la semaine dernière, lors d'une conférence à Londres, que «les spéculateurs fournissent la liquidité sur le marché dont les fermiers ont besoin». Un tour de vis dont s'est même inquiété mercredi dernier la FAO. Très critique en 2008 vis-à-vis de la spéculation sur les marchés, l'agence des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture a certes estimé «souhaitable» une «certaine régulation des marchés à terme de produits alimentaires». Dans une note de synthèse, elle n'en souligne pas moins que «la limitation – ou l'interdiction – des transactions spéculatives puisse faire plus de mal que de bien».

**letogolais.com Médias-Presses Revue de la presse togolaise du 21 au 27 juin 2010**

LETOGOLAIS.COM - 28/06/2010 - L'augmentation du prix des produits pétroliers est l'un des sujets qui ont fait couler beaucoup d'encre dans la presse togolaise. **Liberté** estime que c'est cynique de prendre une telle décision alors que le peuple est meurtri par les inondations qui paralysent Lomé.

Selon **L'Alternative**, la décision d'augmenter le prix des produits pétroliers était en suspens depuis plusieurs mois puisqu'« on était en période électorale et que le pouvoir était bien conscient des risques d'impopularité... ». Le **Crocodile News** titre que « le bien-être des Togolais est sacrifié sur l'autel de l'amateurisme ». Le **Messenger** pense que cette augmentation, sans mesures d'accompagnement, « est une façon de signer l'acte de mort des pauvres togolais » puisque cette hausse impacte directement les prix des produits de première nécessité.

Dans son intervention au journal de 20 heures de la **TVT**, le ministre du commerce Kokou GOZAN justifie ainsi la hausse inopinée des prix des produits pétroliers : « *Le conducteur de moto en faisant le globe-trotter a des problèmes de rein, d'environnement. Est-ce que c'est plus bénéfique que plutôt de construire des routes, des rues qui sont praticables avec cette subvention ? C'est une question qu'on se pose. Pour un bon gestionnaire, responsable économique, je pense que vaut mieux éviter aux gens des problèmes de santé en payant cher son carburant plutôt que l'avoir subventionné et de se retrouver dans les hôpitaux* ».

La protestation contre cette hausse abusive a dégénéré en échauffourées entre civils et militaires. Le bilan au 2ème jour des manifestations est de trois morts dont deux par balles et des nombreux blessés. Le journal **Magnan Libéré** observe que « *Le temps n'est pas propice à cette augmentation d'autant plus que depuis l'élection de Faure, la stabilité politique n'est pas encore de mise ; une partie de la population continue de descendre dans les rues pour contester cette élection...* ».

La crise que traverse l'Union des Forces de Changement (UFC) fait toujours la UNE. **Le Patriote** revient sur l'accord entre Gilchrist Olympio et le RPT qui sonne le glas à plus de 30 ans de guéguerre entre Gilchrist Olympio et le dictateur Gnassingbé Eyadema. Pour marquer sa nouvelle posture et clore le chapitre de l'opposant historique, « *Gilchrist Olympio est décidé à en découdre avec son parti* ». Dans une interview publiée sur le site **www.fabre-togo.com**, Eric Dupuy, secrétaire national à la communication de l'UFC livre le même constat : « *Gilchrist Olympio est dans une logique de destruction pure et simple de l'UFC* ».

Djovi GALLY, l'une des béquilles des AGO était dans le collimateur de la presse togolaise. Elle n'a pas fait dans la dentelle et tire à boulets rouges sur le célèbre avocat, devenu conseiller spécial de Gilchrist Olympio. A tort ou à raison, il est accusé d'être le « *cerveau de toutes les machinations* ». **Le Correcteur** va plus loin en qualifiant maître GALLY d'« ancien activiste du RPT » devenu un intrigant aux côtés de Gilchrist Olympio. Pour mieux restituer les conséquences des dérives actuelles de cet attelage, **Crocodile News** constate que « *Gilchrist et les AGO continuent leur descente aux enfers* »

Cette semaine s'achève avec la dissolution d'OBUTS le parti d'Agbéyomé KODJO. C'est un coup de massue que vient d'administrer le pouvoir RPT-AGO sur la tête des togolais, pour leur rappeler les belles heures de la dictature. La nouvelle donne de la coalition Faure-Gilchrist est l'allégeance des partis politiques ou la dissolution. En réaction sur le site, Agbéyomé Kodjo confirme que « *Tous les togolais savent que c'est un procès politique et qu'on veut supprimer OBUTS, (...) le pouvoir a pris une grave décision, il lui appartient de tirer les conséquences de cette décision.* » **La rédaction Letogolais.com**



Agbéyomé Kodjo rassemblement du Frac 19 juin 2010 Lomé

Lundi 28 juin 2010 par [Edem GADEGBEKU](#), © [AfrISCOOP](#)

**(AfrISCOOP Analyse) — Dans la branche radicale de l’opposition togolaise toujours incarnée par l’Ufc (Union des forces de changement, principal parti de cette mouvance politique), autant les acteurs sont prêts à déblatérer contre toute forme de trahison, autant ils acclament le retour vers le « droit chemin » de ceux qui autrefois s’assimilaient à des hommes-liges du régime en place à Lomé. Agbéyomé Kodjo, le leader de l’Obuts (Organisation pour bâtir dans l’union un Togo solidaire) est dans ce cas-là. Et ce n’est pas pour lui déplaire.**

Le Front républicain pour l’alternance et le changement (Frac) est constitué de partis qui profitent de la popularité de l’Ufc. C’est en ces termes que résumait Gilchrist Olympio (avant l’entrée de ses proches dans l’actuel gouvernement) sa méfiance vis-à-vis de ce regroupement. Une somme de divers courants politiques partageant l’idéologie de l’Ufc, et surtout revendiquant « la victoire » de Jean-Pierre Fabre lors de la dernière présidentielle du 4 mars.

Agbéyomé Kodjo a justement été le premier politique à reconnaître « la victoire » du candidat de ce Front lors de cette joute. Depuis son engagement aux côtés du Frac, sa popularité semble aller crescendo. Il faut surtout se déplacer aux meetings qui ponctuent depuis 15 samedis, les marches hebdomadaires du Frac pour s’en convaincre. Quand le patron de l’Obuts ne monte pas sur le podium, la foule le réclame à cor et à cri. Même plus que Jean-Pierre Fabre censé focaliser la majeure attention des militants. Il faut dire que contrairement à M. Fabre qui est en train de “faire ses classes en matière de grand show politique”, Gabriel Kodjo est un fin manipulateur de l’émotion de la masse populaire. Une donne qui a pris une toute autre dimension depuis l’ouverture d’un procès contre son parti sur la base d’une « interprétation d’une autre époque » de la Charte des partis politiques. « Obuts, Obuts, Obuts », clament chaque samedi les partisans du Frac quand l’ancien directeur général du Pal (Port autonome de Lomé) tarde à prendre la parole. En habile tribun et amateur de bains de foule, l’ex Premier ministre ne se fait pas prier pour donner une autre couleur aux meetings du Frac.

« Faurevi be agban, agbodji » (« Faure, quitte le pouvoir ») est l’une de ses rengaines favorites qu’il lance ou reprend en chœur avec les sympathisants. Sans oublier son désormais célèbre « victago, victago » (du nom d’un célèbre baume local servant à diverses fins corporelles) !!

Dans le giron des partisans du Frac, Agbéyomé Kodjo est « un atout de poids dans la mesure où il connaît plus que quiconque les rouages du fonctionnement de la machine Rpt », analyse un professeur de droit à l’université de Lomé. C’est également une « perte considérable pour le Rpt et une raison pour persévérer dans la contestation de la victoire de Faure Gnassingbé », ajoute-t-il.

Et, l’ancien protégé du défunt Eyadéma Gnassingbé a bien compris ce jeu. Par conséquent, il n’hésite pas à lancer des propos défiant son ancienne formation politique : « Je puis vous assurer que personne ne touchera à un seul de mes cheveux dans le cadre de notre lutte hebdomadaire » pour un Togo meilleur ! Une chose est sûre, l’ancien ministre de l’Intérieur ne compte pas redescendre de sitôt de la vague de popularité sur laquelle il surfe en ce moment.

« Cette subite popularité de M. Kodjo ne doit en aucun cas inquiéter l’Ufc, et très précisément Jean-Pierre Fabre, dans la mesure où l’Obuts ne représente pas grand-chose sur l’échiquier politique togolais », avertit un éditorialiste local. Même si le principal concerné avoue ne pas se reconnaître dans les résultats définitifs proclamés par la Cour constitutionnelle au lendemain du scrutin du 4 mars 2010, résultats le créditant de « 0,85% » des voix. Un score qui le place en 4e position sur les 7 candidats en lice. Pour une opposition togolaise au sein de laquelle les leaders réussissent rarement à faire le deuil de leurs ego surdimensionnés, cette montée en puissance de G. Kodjo va-t-elle laisser indifférents l’entourage de Jean-Pierre Fabre, et plus

généralement l'ensemble des principaux responsables du Frac ? La réponse ne saurait tarder...



## Politique Togo le prix du mépris Grèves, émeutes et répression

vendredi 25 juin 2010 - Face à la cristallisation de la colère sociale dans un contexte de grève des transporteurs (taxis, taxi motos notamment) et prochainement du personnel hospitalier, quasiment tous les quartiers de Lomé sont en émeute. Une pluie de gaz lacrymogènes s'abat sur les manifestants à l'heure actuelle, et la tension est très vive. Des jeunes en furie font face aux forces de sécurité et le bilan de ces manifestations spontanées à l'heure actuelle est de 3 morts que nous déplorons parmi les civils.

Vu la violence policière connue de nos forces de sécurité, le pire est à craindre pour la suite en matière de respect des droits humains alors même qu'il est procédé à des arrestations de manifestants. La situation explosive à Lomé interpelle l'opinion internationale et les organisations de défense des droits de l'homme afin qu'elles usent sans délai de leur influence pour réclamer une enquête internationale sur ces événements sanglants, et prévenir de nouvelles violations massives des droits humains dans le contexte postélectoral actuel très tendu au Togo.

En superposant un aspect social et économique, nettement chargé de symbolique, la journée du 22 juin 2010 avec le sang de nos compatriotes tombés au nom de la Liberté et de la Dignité, marque donc un tournant majeur dans la grave crise politique issue de l'élection présidentielle du 4 mars 2010, et dans le combat pour l'exigence de vérité des urnes et des comptes, mené depuis bientôt quatre mois par des filles et fils du Togo, de plus en plus nombreux à travers tout le pays.

Rien ne justifie une telle barbarie meurtrière à l'égard de manifestants aux mains nues, qui ne réclament que leur droit à plus d'humanité face à une prévarication sans nom des ressources du pays ! Absolument rien ne peut consoler la douleur de tout un peuple meurtri par le mépris de ses gouvernants qui, contre toute vérité des comptes publics, oppose une hausse difficilement défendable des prix des produits de première nécessité ! Les événements tragiques de ce jour ne sont que des révélateurs par excellence de l'indicible détresse d'un peuple à bout de souffle. Il s'agit bien de l'éclatante preuve du prix du mépris du peuple togolais par Faure GNASSINGBE et affidés ! Nous nous inclinons devant la mémoire de nos victimes et prenons l'engagement résolu de leur faire justice.

Nul doute que ces événements ne sont guère sans lien avec l'autisme politique du pouvoir usurpé en place à Lomé ! C'est aujourd'hui en effet que devait se tenir à huis clos, devant le Tribunal de Première Instance de Lomé, l'audience contradictoire devant statuer sur l'interdiction définitive ou non du Parti politique Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS). Un procès au motif fallacieux contre lequel des milliers de togolaises et togolais se mobilisent depuis des semaines et crient avec furie leur droit inaliénable à la liberté d'expression politique nonobstant toutes les mesures coercitives déployées par le régime autiste de Faure GNASSINGBE.

Ce fut peine perdue ! Ce mardi 22 juin, malgré un déploiement de forces de l'ordre trois fois plus important que la 15 juin, les combattants de la liberté avaient répondu encore plus nombreux à l'appel lancé samedi dernier par Agbéyomé KODJO et Jean-Pierre FABRE, le FRAC, le CVU et de nombreuses organisations de la société civile, à venir soutenir l'exigence de liberté d'expression politique au Togo !

Mais ce que n'avait pas prévu le pouvoir, c'est que la contestation populaire qui s'exprime tous les samedis au Togo, depuis la dernière élection présidentielle pour exiger la vérité des urnes et des comptes, allait revêtir le caractère social et économique qu'il a été incapable d'anticiper.

Ce même 22 juin, le SYNPHOT (Syndicat des personnels hospitaliers du Togo) a déposé un préavis de grève, pour réclamer au gouvernement HOUNGBO II, les 4 engagements majeurs que le gouvernement HOUNGBO I avait pris à l'égard des personnels hospitaliers, dans un « memorandum » signé avec 5 syndicats le 18 décembre 2008 à Atakpamé.

Le SYNPHOT explique aujourd'hui qu'après plus de 18 mois : « aucun des 4 principaux points évoqués n'est totalement satisfait et 950 agents attendent toujours leur dû. « Les accords d'Atakpamé étaient simplement destinés à flouer le corps de la santé et à casser l'élan pris par notre action syndicale ».

A ce mouvement des personnels hospitaliers, est venu se greffer, ce même 22 juin une action spontanée des taxis et taxis-motos (ZEMIDJAN), dans l'ensemble de la ville de Lomé, pour protester contre l'augmentation exponentielle des prix des carburants décidée le 18 juin par le gouvernement avec prise d'effet immédiate dès le 19 juin, dont l'augmentation varie de + 12,6% pour le super sans plomb, à + 13,05% pour le mélange deux temps, et explose à + 27 % pour le pétrole lampant, rendant quasiment impossible l'activité des taxis-motos, compte tenu de leurs niveaux de revenus, qui reste la question centrale au cœur du marasme économique auquel est confronté le pays, du fait de l'incurie de la gouvernance politique actuelle.

La gouvernance HOUNGBO II débute sous les plus mauvais auspices, mais ne constitue pas une surprise, puisqu'elle n'est en fait que la continuité de la gouvernance désastreuse de Faure GNASSINGBE et des divers gouvernements qui se sont succédé sous sa présidence depuis 2005.

Plus clairement, cette nouvelle partie de bras de fer hélas meurtrière entre le gouvernement et le Peuple togolais, illustre parfaitement ce que nous ne cessons de dénoncer, à savoir qu'on ne peut pas faire confiance à un Président et à un gouvernement qui ne respectent pas leurs engagements écrits et signés. Elle illustre aussi l'échec patent de la tentative d'étouffement de la contestation populaire articulée autour de la vérité des urnes et des comptes publics, nonobstant l'entrée tant claironnée de Gilchrist OLYMPIO et de ses proches au fameux Gouvernement de Large Ouverture et de Grandes Compétences (GLOC) ! En ce sens la grave crise politique qui secoue le Togo aujourd'hui est d'abord et avant tout une crise de confiance entre les citoyens et des gouvernants que, de surcroît, ils n'ont pas choisis.

Nous soutenons sans réserve tous les travailleurs de ce pays, qui luttent pour faire respecter leurs droits, en exigeant leur dû et une gouvernance qui les respecte, qu'ils soient personnels hospitaliers, taxis ou taxis-motos, ou de tout autre secteur d'activité. Sous le triple aspect politique, social et économique, cette situation de crise qui ne cesse de s'amplifier, démontre à tous ceux qui pouvaient douter encore, tant au Togo qu'au sein de la Communauté internationale, qu'on ne peut bâtir dans le contexte actuel une société de confiance.

La preuve vient d'être faite une nouvelle fois que la solution à la grave crise politique du Togo n'est pas un gouvernement d'union, mais bien un gouvernement de transition à terme et à mandat précis, auquel seront parties prenantes tous les partis ayant pris part au scrutin présidentiel du 4 mars 2010.

En fait, la lutte sociale des personnels hospitaliers ou des taxis et taxis-motos, rejoint sur les motivations de fond la lutte que mène semaine après semaine une immense majorité de filles et de fils du Togo tout entier, pour la vérité des urnes et des comptes. Car c'est sur la seule Vérité des Comptes que peut être bâtie une politique nouvelle de justice sociale qui puisse commencer à satisfaire les besoins des populations et de tous les travailleurs du Togo !

Pour l'ensemble de ces raisons, nous appelons tous les travailleurs et tous les corps sociaux à rejoindre sans réserve la résistance citoyenne !

En avant la Résistance citoyenne, et que Dieu bénisse le Togo !

Lomé, le 22 juin 2010

Agbéyomé KODJO

Coordinateur Provisoire

Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU).



## **Sécurité Drogue Togo près de 922 kg de drogues saisies en 2010 et détruites**

Le Comité national antidrogue du Togo a détruit, samedi, 921,45 kg de drogues saisies au cours de l'année 2010 dans ce pays, soit 912 kg de cannabis, 8,45 kg de cocaïne et 1 kg d'héroïne, a rapporté la télévision nationale.

Cette destruction intervient dans le cadre de la célébration de la journée internationale de lutte contre la drogue.

Selon le Comité national antidrogue, il s'agit de drogues dures qui proviennent généralement de l'Amérique latine et transitent par la sous-région ouest-africaine pour des marchés européens et américains.

"Au Togo, il y a encore des réseaux qui opèrent sur le territoire", a indiqué Egoulou Awizoba, responsable de l'Office central de répression de trafic illicite des drogues et de blanchiment.

Il a réitéré l'engagement de cet Office à réprimer le trafic de drogue et le blanchiment d'argent, appelant la population à plus de coopération pour le démantèlement des réseaux.

"La lutte contre le trafic des drogues n'est pas seulement l'affaire des forces de répression", a-t-il relevé.

En 2008, environ 400 kg de drogue ont été saisis et détruite au Togo contre 336 kg en 2009.

**Source: xinhua**



## **Social Togo le Conseil du dialogue social discute de la menace d'une grève générale**

Mardi 29 juin 2010 - Le Conseil national du dialogue social (CNDS), structure togolaise constituée de membres du gouvernement, employeurs, travailleurs et syndicats, s'est réuni lundi pour désamorcer une menace de grève générale prévue pour vendredi prochain.

Le président du CNDS, Kondé SANGBANA, a déclaré à la presse que les participants avaient essayé de se donner des informations sur les dispositions à prendre pour faire face à cette menace du syndicat.

L'Intersyndicale des travailleurs du Togo (ISTT) menace de déclencher une grève générale vendredi, demandant au gouvernement de revenir sur sa décision de ne plus subventionner les prix des produits pétroliers à la pompe.

Le gouvernement togolais s'est annoncé essoufflé par des subventions successives sur les produits pétroliers et chiffre la subvention entre 7 et 10 millions CFA chaque trimestre. Le 18 juin dernier, il a décidé de faire jouer la vérité des prix conformément aux fluctuations sur le marché mondial, provoquant une hausse de 75 francs CFA des prix du litre des produits pétroliers, excepté celui du gaz butane.

Selon les modifications intervenues, le super sans plomb est passé de 505 francs CFA à 580, le gasoil de 500 FCFA à 575 FCFA, tandis que le pétrole lampant est passé de 390 FCFA à 475 FCFA.

Cette hausse avait provoqué le 22 juin un tumulte social marqué d'échauffourées avec les forces de l'ordre, surtout à Lomé, capitale togolaise, où les activités ont été paralysées pendant trois jours.

Le CNDS est issu du Dialogue social tripartite gouvernement- employeur et travailleur, conduit en 2006 pour instituer un cadre réglementaire de dialogue pour prévenir et résoudre les crises sociales.

**(Xinhua)**



## **TIC Permettre aux Etats membres d'avoir des données dans le secteur des TIC**

### **La Commission de la CEDEAO met en branle le SIGTEL et forme les CNI**



Un atelier de lancement de la base de données régionale sur les télécommunications et les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), dénommée Système d'Information et de Gestion des Télécommunications (SIGTEL) couplé de la formation des Correspondants Nationaux d'Indicateurs (CNI), s'est tenu du 22 au 25 juin à Lomé, dans le cadre de l'harmonisation des politiques au sein de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Initié par la Commission de la CEDEAO, avec l'appui technique et financier de l'Union Internationale des Télécommunication (UIT) et de l'Union Européenne, cet atelier vise à doter les autorités nationales de régulation de matériels appropriés pour la collecte et le traitement des données. Le SIGTEL est un outil indispensable de suivi et d'évaluation adéquat et convenable au secteur des TIC. Il permet entre autres d'informer et d'orienter les décideurs politiques et les investisseurs dans leurs politiques de développement des TIC ; d'évaluer les potentiels d'activités nouvelles induites par la nouvelle donne, celle de l'ouverture du marché à la concurrence et d'adapter la réglementation à l'évolution du secteur.

Au cours de leur formation, les CNI ont suivi une démonstration du fonctionnement du système et ont été éclairés sur les méthodes de cartographie du secteur des Télécommunications et de l'économie, en termes de mobilisation de ressources humaines et financières, pour la collecte des données et moyens pour leur exploitation efficiente. Le directeur de cabinet du ministère des Postes et Télécommunications, Romain TAGBA a salué la mise en place du SIGTEL, qui selon lui, est un élément qui permettra aux acteurs du secteur d'accroître le marché des TIC. Il a également fait remarquer que le gouvernement tiendra compte des rapports qui lui seront faits, pour l'amélioration du paysage des Télécommunications au Togo.

Auparavant, le représentant du président de la Commission de la CEDEAO, M. TALAKI Célestin et le directeur général de l'Autorité de Réglementation des secteurs de Postes et de Télécommunications (ART&P) du Togo, Massina PALOUKI, avaient relevé qu'il sied que les pays de la CEDEAO disposent de données actualisées, reflétant la cartographie de ce secteur en vue d'assurer plus de rentabilité.

Un document de sensibilisation sur les avantages du marché commun sera aussi élaboré, en vue d'amener l'ensemble des Etats membres à adhérer à la vision du marché commun libéralisé des télécommunications et des TIC.

**(ATOP)**